

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

du 12 Mars 1978



Mes chers compatriotes,

Député du Lot depuis vingt-sept ans, j'ai noué avec cette terre et avec vous des liens étroits et amicaux, renforcés par l'exercice des mandats locaux de Maire de Cahors et de Président du Conseil Général du Lot. Vous avez pu apprécier mon action et mon dévouement à toutes vos collectivités et à vous-mêmes, tant en ce qui concerne la qualité des équipements publics que l'organisation de notre vie économique.

Votre jugement sur ce point est le premier élément de votre choix.

Il est néanmoins évident que l'initiative de vos élus trouve vite ses limites dans la faiblesse de nos ressources locales et, qu'en particulier dans le domaine si préoccupant de l'emploi et du sous-développement, la solution dépend d'abord de la politique générale de la Nation. Nous rejoignons ici l'enjeu politique du scrutin : je me présente à vos suffrages avec l'investiture du Mouvement des Radicaux de Gauche et le soutien actif du Parti Socialiste.

Le bilan de la dernière législature n'est pas flatteur pour la majorité :

- triplement du nombre de chômeurs,
- croissance de notre production ramenée à la moitié de ce qu'elle était entre 1945 et 1973,
- baisse des investissements,
- hausse des prix de 65 % en cinq ans,
- endettement extérieur porté à 60 milliards...

A tout cela, le plan Barre n'a apporté aucune réponse efficace. Il a signé son échec.

Nous traversons, en outre, une crise de type nouveau où s'ajoutent pour la première fois chômage et inflation. Manifestement les mécanismes correcteurs de l'économie capitaliste ne jouent plus. Celle-ci a contribué depuis cent cinquante ans à accroître la production et le niveau de vie, mais n'a pas su corriger les inégalités sociales, ni épargner le pillage des ressources naturelles. Elle n'a pas su non plus assurer la qualité de la vie, compromise par le gigantisme des villes, des entreprises, par le pillage des ressources naturelles. Le triste résultat en est le déracinement des hommes.

Il est temps de réagir et d'adopter une autre orientation fondamentale, inspirée d'un socialisme humaniste, à la française.

Une relance de notre économie s'impose. Elle sera le fruit de mesures originales, audacieuses, mais réalistes, celles que propose le programme commun depuis 1972, dans le cadre de l'Union de la Gauche.

— Les unes **DE STRUCTURE** : nationalisation du crédit et de quelques grands secteurs productifs pour donner un caractère impératif à la planification démocratique, assurer le redéploiement de notre industrie et garantir le progrès social.

Les autres **SOCIALES** : l'augmentation du SMIC compensée pour les petites et moyennes entreprises par une amorce de fiscalisation de la Sécurité Sociale et l'ouverture de crédits à bas taux d'intérêt, la cinquième semaine de congès, la création de 200.000 emplois nouveaux, l'abaissement de l'âge de la retraite.

D'autres, enfin, **FISCALES** pour réaliser plus de justice entre les Français.

Cette nouvelle politique devra s'appliquer de manière progressive, respecter les grands équilibres (monnaie, prix, emploi, commerce extérieur...) et le maintien de la France dans le système économique et monétaire occidental. Sa réussite dépendra de la rigueur de sa gestion, au niveau de l'Etat comme des entreprises publiques. La concurrence restera la règle. La loi du marché sera corrigée mais préservée, la propriété privée défendue.

Elle aboutira à un système d'Economie Mixte dans lequel le secteur privé demeurera prépondérant avec des finalités nouvelles.

Le moment est venu de considérer que l'argent ne doit plus être le moteur principal de notre Société et que les immenses possibilités ouvertes à la consommation par le progrès technique, doivent servir AU BONHEUR DES HOMMES. Là est l'essentiel.

A cette fin, notre engagement sera poursuivi dans trois directions.

1°) **LA REDUCTION DES INEGALITES** entre individus, régions, professions, régimes sociaux qui ont engendré un fatras de grands et petits privilèges.

2°) **LA DECENTRALISATION** aussi bien administrative qu'économique pour multiplier les centres autonomes de décision et de responsabilité, dans un esprit autogestionnaire. Les collectivités locales deviendront majeures, dotées de moyens à la mesure de leurs tâches d'équipement et de développement.

L'aménagement du territoire sera une des priorités nouvelles pour revivifier les régions en retard et désenclaver la moitié Sud-Ouest du pays, si négligée aujourd'hui.

L'agriculture y contribuera pour peu qu'une organisation des marchés assure débouchés stables et prix garantis et qu'une industrie agro-alimentaire adaptée à notre production en assure le conditionnement.

L'artisanat et le petit commerce, revalorisés, y apporteront aussi leur part et leur dynamisme.

La survie de notre Quercy est au bout de cet effort.

3°) **LA LUTTE CONTRE LE GIGANTISME** et la prise en compte des préoccupations écologiques, afin de maintenir les hommes dans leur milieu naturel ou de les en rapprocher. Le Lot a su préserver cet environnement. C'est une grande chance pour l'avenir. Elle lui permettra de continuer à attirer des personnes âgées, auxquelles il doit réserver le meilleur accueil, mais aussi de revivifier son économie afin de répondre aux aspirations de la jeunesse.

Une nouvelle philosophie de l'homme et de la société est ici en jeu, plus solidaire, plus fraternelle, faisant appel à la pureté de l'eau et de l'air, au silence, à la culture, à la beauté.

La France de 1978 ne relève pas de la Révolution, elle exige des réformes profondes qui l'engageront, résolument — dans le respect intransigeant de la démocratie politique et des libertés — sur la voie de la démocratie économique et sociale.

Si vous me renouvez votre confiance, pour la huitième fois, je n'aurai d'autre ambition que d'y participer activement, ne serait-ce que pour vous manifester ma reconnaissance.

Maurice FAURE

*Maire de Cahors - Président du Conseil Général du Lot
Ancien Ministre - Député sortant*

Suppléant :

M^e Henry MERCADIER

Maire de Parnac - Conseiller Général du Canton de Catus

Candidats du Mouvement des Radicaux de Gauche et du Parti Socialiste.